

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2019

Séance du conseil communautaire du 14 mars 2019



**MAYENNE**  
communauté

## PARTIE I – LES CONTEXTES NATIONAL ET LOCAL

### I – Contexte national

Réforme Taxe Habitation  
 Réforme dotation intercommunalité  
 Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales  
 IFRER éoliennes : répartition Commune/EPCI

### II – Contexte local : pacte de solidarité entre MC et les Communes

## PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE MAYENNE COMMUNAUTE

### I LES ORIENTATIONS 2019-2021 POUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

#### A – La fiscalité

1. Evolution des bases fiscales
2. Maintien des 4 taux
3. Estimation du produit fiscal

#### B – Dotations et participations

1. Dotation d'intercommunalité
2. Dotation de compensation
3. DCRTP
4. Allocations compensatrices versées par l'Etat
5. Subventions de fonctionnement

#### C – Les Produits d'exploitation et remboursements

1. Remboursements par la Ville de Mayenne pour le personnel
2. Remboursements par les budgets annexes des charges de personnel
3. Remboursements par les Communes membres de Mayenne Communauté
4. Produits d'exploitation

#### **D – Produits domaniaux et remboursements**

1. Remboursements par des Communes
2. Loyers

#### **E – Synthèse des recettes réelles de fonctionnement**

### **II LES ORIENTATIONS 2019-2021 POUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

#### **A – Charges à caractère général**

#### **B – Charges de personnel**

1. Effectifs de MC
2. Evolution des dépenses de personnel
3. Temps de travail

#### **C – Atténuations de produits**

1. Attribution de compensation
2. Contribution au FPIC
3. Reversements de fiscalité

#### **D – Charges de gestion courante**

1. Subventions aux associations
2. Contingent SDIS
3. Autres charges de gestion courante

#### **E – Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement**

### **III LES ORIENTATIONS 2019-2021 POUR LES L'INVESTISSEMENT**

### **PARTIE III– LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE 2019- 2021 DE MAYENNE COMMUNAUTE**

#### **A – Evolution des épargnes**

#### **B – Endettement de Mayenne Communauté**

#### **C – Profil d'extinction de la dette**

#### **D – Evolution de la capacité à investir 2019-2021**

#### **PARTIE IV – LES BUDGETS ANNEXES DE MAYENNE COMMUNAUTE**

- A – Le budget annexe des déchets ménagers**
- B – Le budget annexe prestations de services**
- C – Le budget annexe SPANC**
- D - Le budget annexe LEADER**
- E - Les budgets annexes de zones**

## PARTIE I – LES CONTEXTES NATIONAL ET LOCAL

### I Contexte national

#### Dégrèvement de TH sur la résidence principale

art 5 LFI 2018

**Rappel  
LFI 2018**

- Dégrèvement (et non exonération) : les bases notifiées ne seront pas affectées
- Entre en vigueur dès 2018 avec une réduction progressive de la cotisation acquittée par le contribuable (-30% en 2018, **-65% en 2019**, -100% en 2020) calculée après application éventuelle du plafonnement existant à 3,44% du revenu fiscal de référence
- Concerne les contribuables dont le revenu fiscal de référence ne dépasse pas certains seuils, avec un mécanisme de lissage lorsque le revenu se situe juste au-delà de ces seuils

**Dégrèvement complet**  
 Base x Taux x 30% en 2018  
 (65% en 2019, 100% en 2020)

Revenu N-1 ≤ 27 000 €, pour la première part de quotient familial, majorée de 8 000 € pour chacune des deux premières demi-parts et 6 000 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la 3<sup>e</sup>

Seuils de RFR	Revenu fiscal de référence	≈ Revenu imposable/mois
1 célibataire	27 000	2 500
1 couple sans enfant	43 000	3 980
1 couple 1 enfant	49 000	4 535
1 couple 2 enfants	55 000	5 090

**Dégrèvement dégressif (limiter les effets de seuil)**  
 Base x Taux x 30% en 2018 x Coeff de lissage  
 (65% en 2019, 100% en 2020)

Revenu N-1 ≤ 28 000 €, pour la première part de quotient familial, majorée de 8 500 € pour chacune des deux premières demi-parts et 6 000 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la 3<sup>e</sup>

Seuils de RFR	Revenu fiscal de référence
1 célibataire	> 27 000 et ≤ 28 000
1 couple sans enfant	> 43 000 et ≤ 45 000
1 couple 1 enfant	> 49 000 et ≤ 51 000
1 couple 2 enfants	> 55 000 et ≤ 57 000

## L'objectif de la réforme de la Taxe d'Habitation est double :

- il s'agit d'un côté de redonner du pouvoir d'achat à 80% des contribuables à la TH
  - et de l'autre côté ne pas pénaliser les collectivités en mettant en place une réforme fiscalement neutre.
- Ainsi, l'Etat prendra en charge la partie de TH concernée par le dégrèvement (30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020) dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017.

## Réforme de la dotation d'intercommunalité

art 250 LFI 2019

	2018	LFI 2019
Dotation de base	= POP DGF x CIF x valeur de point	= POP DGF x CIF x valeur de point
Dotation de péréquation	= POP DGF x CIF x Ecart relatif de potentiel fiscal x valeur de point  avec : Ecart relatif de PF = $2 - (\text{PF par hab EPCI} / \text{PF moyen de la catégorie})$	= POP DGF x CIF x $\left( \frac{\text{PF moyen de la catégorie}}{\text{PF/hab EPCI}} + \frac{\text{Revenu/hab moyen}}{\text{Revenu/hab EPCI}} \right)$ x valeur de point <div style="position: absolute; left: 810px; top: 720px; border: 1px solid red; padding: 2px; color: red;">nouveau</div>

Bonification (CC FPU)	= POP DGF x CIF x valeur de point	X
Majoration (CC 4 taxes) : Part base Part péréquation	= POP DGF x CIF x valeur de point = POP DGF x CIF x Ecart relatif de potentiel fiscal x valeur de point	X
Valeurs de point	<ul style="list-style-type: none"> <li>spécifiques à chaque composante</li> <li>spécifiques à chaque catégorie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>spécifiques à chaque composante</li> <li>uniques pour toutes les catégories</li> </ul>

## Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

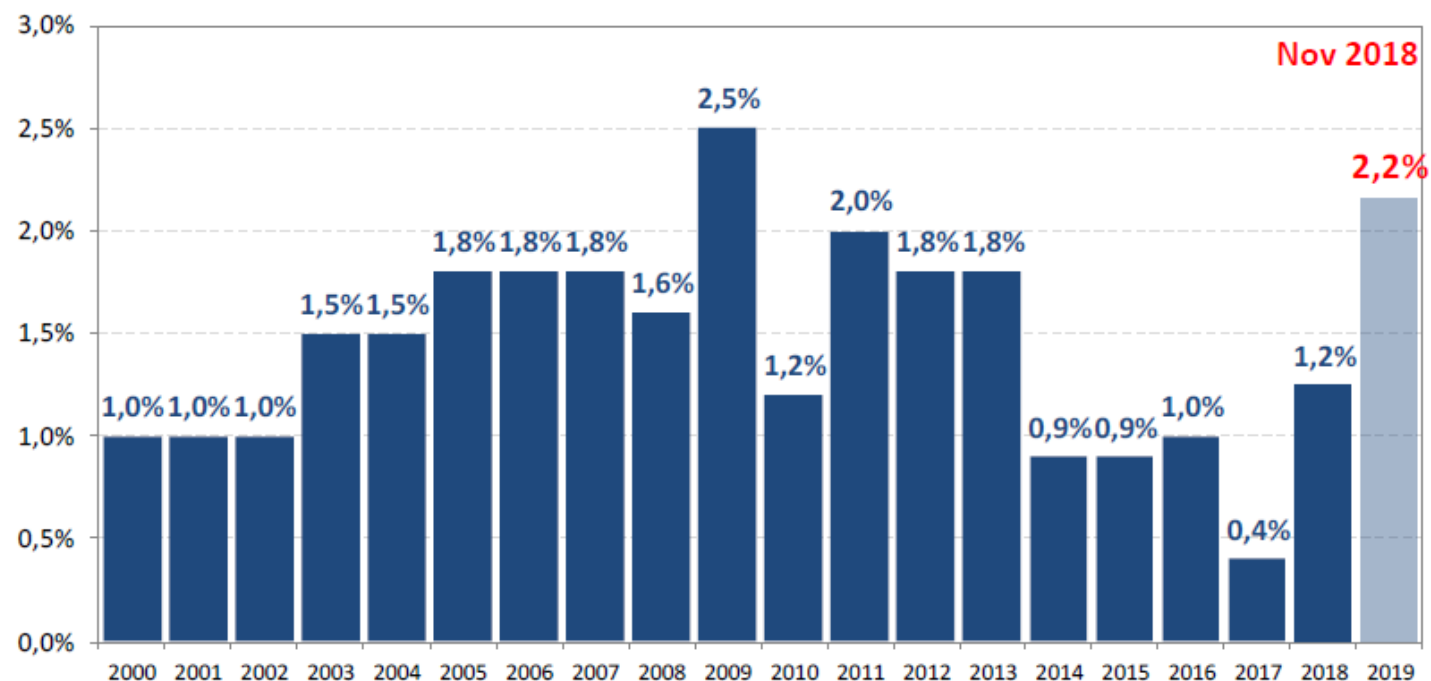
L'article 99 de la LFI 2017 (art 1518 bis CGI) dispose qu'à compter de 2018 le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales n'est plus instauré chaque année par la loi de finances mais est déterminé de manière automatique en fonction du dernier taux d'inflation constaté (indice des prix à la consommation harmonisé). Il est précisé qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des valeurs locatives n'est effectuée (coeff maintenu à 1).

Pour 2019, le coefficient est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre les mois de novembre 2017 et novembre 2018 ( **$\approx +2,2\%$** ).



## Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

IPCH	2017	2018	évol glissement annuel
janvier	100,57	102,06	1,5%
février	100,73	102,05	1,3%
mars	101,47	103,22	1,7%
avril	101,57	103,43	1,8%
mai	101,59	103,92	2,3%
juin	101,58	103,93	2,3%
juillet	100,17	103,80	3,6%
août	101,74	104,35	2,6%
septembre	101,58	104,12	2,5%
octobre	101,70	104,24	2,5%
novembre	101,80	104,00	2,2%
décembre	102,16		



## IFER éolienne : répartition Communes / EPCI

art 178 LFI 2019

**Rappel :** L'IFER éolienne s'applique aux installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent dont la puissance électrique installée est  $\geq 100$  kilowatts. Elle est due chaque année par l'exploitant au tarif annuel de 7,47 €/kilowatt de puissance installée au 01/01 de l'année d'imposition

Produit Millions €	2013	2014	2015	2016	2017
IFER éoliennes	51,54	56,35	63,66	68,71	78,40

### Situation antérieure

Appartenance Répartition IFER éolienne	Commune Isolée	EPCI FA ou FPZ	EPCI FPU ou fiscalité éolienne unique
Commune	20%	20%	
EPCI		50%	70%
Département	80%	30%	30%

Concernant cette « situation antérieure », Mayenne Communauté étant un EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique, perçoit 70% du produit de l'IFER sur les éoliennes et le Département 30%.

**Toutefois, pour les éoliennes implantées à partir de 2017, le pacte de solidarité conclu entre MC et ses Communes membres prévoit des dispositions spécifiques de solidarité avec le reversement d'une partie de l'IFER par Mayenne Communauté à la Commune d'implantation et à un fonds destiné aux Communes :**

## Extrait du pacte de solidarité (page 16) de Mayenne Communauté :

### Constat

**Pour les éoliennes existantes**, les Communes concernées de l'ex CCHL perçoivent depuis 2012 dans leur attribution de compensation versée par la Communauté, 20 % de l'IFER\*, la part de CFE\* et la part de CVAE\* (Implantations d'éoliennes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012 donc en situation de fiscalité additionnelle).

**Pour les éoliennes existantes**, la Commune concernée de l'ex CCPM perçoit dans son attribution de compensation une part de CFE\* et de CVAE\* (Implantations d'éoliennes en situation de fiscalité professionnelle unique\*).

### Propositions pour les nouvelles éoliennes édifiées à partir de 2017 :

Pour ces éoliennes, Mayenne Communauté reversera :

#### - aux Communes d'implantation 30 % de l'IFER\*

Repère : Mayenne Communauté perçoit 70 % de l'IFER\* payée par la société soit 5 180 € par MW (valeur 2017) donc Mayenne Communauté reversera aux Communes d'implantation 30 % soit 1 554 € par MW ou 3 108 € pour une éolienne de 2 MW (valeur 2017).

#### - au fonds destiné aux Communes 10 % de l'IFER\* soit 518 € par MW (valeur 2017)

## IFER éolienne : répartition Communes / EPCI

art 178 LFI 2019

**LFI 2019 : Garantir aux communes une part de 20% quel que soit le régime fiscal de l'EPCI avec possibilité pour les communes de délibérer si elles souhaitent minorer la fraction qui leur revient de droit**



applicable aux éoliennes terrestres installées à/cpter du 01/01/2019

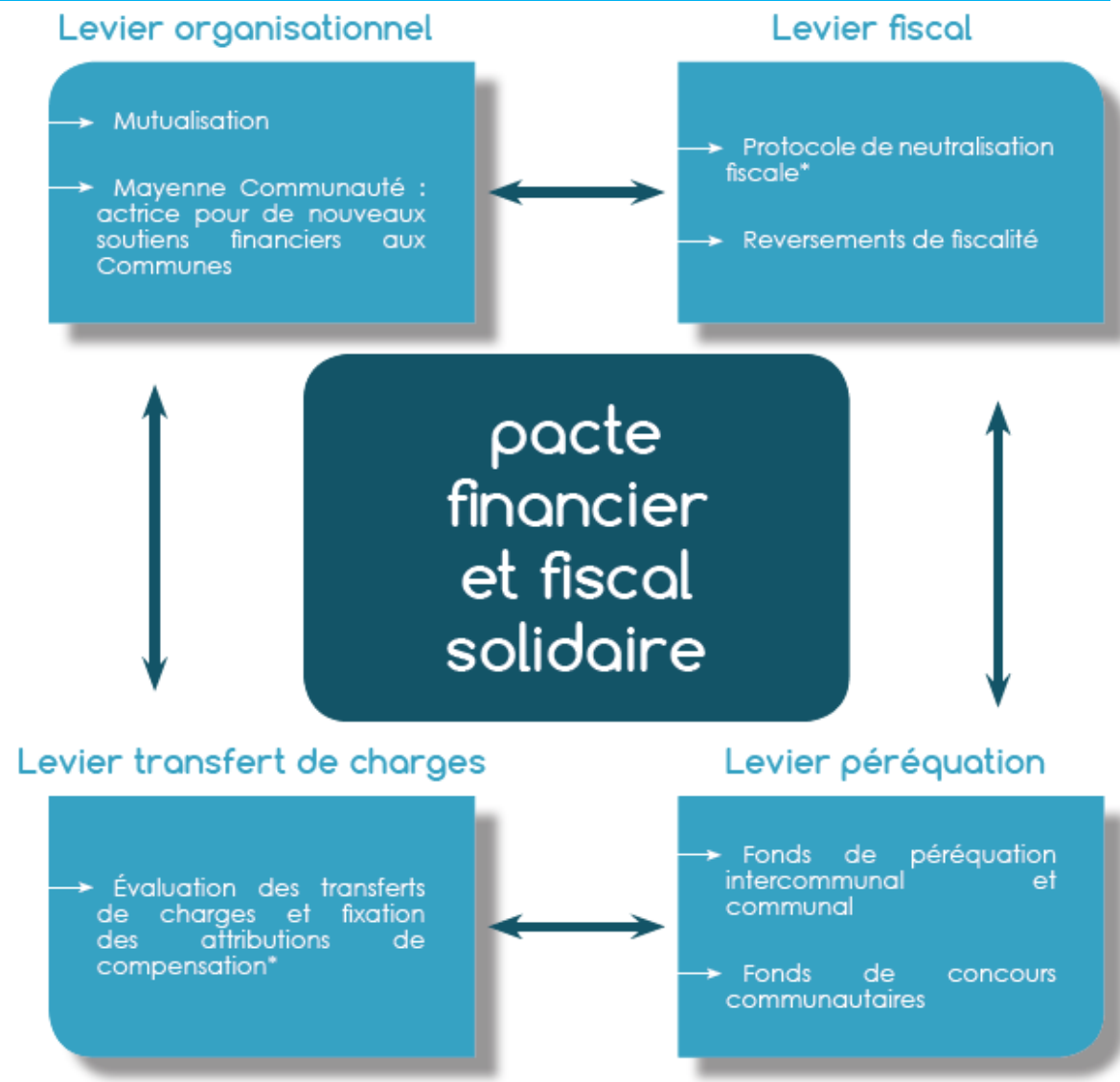
L'EPCI FPU ou FEU continue de percevoir 70% de l'IFER pour les éoliennes installées avant le 01/01/2019

Appartenance Répartition IFER éolienne	Commune Isolée	EPCI FA ou FPZ	EPCI FPU ou fiscalité éolienne unique
Commune	20%	20%	20% (sur délibération la commune peut céder une partie de sa fraction à l'EPCI)
EPCI		50%	50%
Département	80%	30%	30%

Mayenne Communauté étant un EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique, à l'avenir, elle percevra 50% du produit de l'IFER au lieu de 70% et la Commune d'implantation bénéficiera de droit de 20% du produit de l'IFER UNIQUEMENT pour les éoliennes installées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Ainsi, les 5 éoliennes de Saint Julien du Terroux, les 3 éoliennes du Mont du Saule et les 5 éoliennes de l'Oasis à Hardanges installées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ne sont pas concernées par les nouvelles dispositions de la loi de finances pour 2019. Ce sont donc les dispositions du pacte de solidarité qui s'appliquent avec le reversement par MC de 30% de l'IFER qu'elle a perçue.

# II Contexte local : le pacte de solidarité entre MC et les Communes



## PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE MAYENNE COMMUNAUTE

### I Orientations 2019-2021 pour les recettes de fonctionnement

#### A) Fiscalité (chapitre 73)

La loi de finances pour 2018 prévoit le dégrèvement de taxe d'habitation de 2018 à 2020 pour 80% des foyers au titre de leur résidence principale.

**Jusqu'en 2020**, cette mesure n'a pas d'incidence financière pour le budget de Mayenne Communauté.

En effet, s'agissant d'un dégrèvement et non pas d'une exonération, l'Etat prend en charge la partie du produit de TH faisant l'objet d'un dégrèvement soit 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020.

Cette prise en charge par l'Etat se fera dans la limite des taux et des abattements en vigueur en 2017.

Les éventuelles augmentations de taux et diminutions ou suppressions d'abattements seront supportées par les contribuables.

**A partir de 2021**, aucune décision officielle n'est prise pour compenser la suppression de la taxe d'habitation, celle-ci doit intervenir au cours de l'année 2019 avec une loi de refonte de la fiscalité locale après le grand débat national.

#### A1) Evolution des bases fiscales

Désormais, le coefficient **de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives** relève d'un calcul et non plus d'une fixation par amendement parlementaire et inscription dans la loi de finances. Le calcul du coefficient est basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé. Ainsi, le coefficient de revalorisation de 2019 s'établit à **2,2%**, à noter que celui-ci s'applique seulement sur les locaux d'habitation.

Par ailleurs, les bases d'imposition évoluent également suivant la **variation physique** due aux nouvelles constructions, additions de construction ou encore démolitions.

**La prospective prévoit l'évolution suivante des bases fiscales de 2019 à 2021 :**

	2019			2020			2021		
	Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale	Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale	Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale
<b>Taxe Habitation</b>	2,20%	0,40%	2,60%	1,60%	0,40%	2,00%	1,60%	0,40%	2,00%

Comme on l'a vu précédemment, la taxe d'habitation sur les résidences principales n'existera plus en 2021 mais elle sera compensée par un autre impôt non décidé à ce jour.

En fonction du choix de ce nouvel impôt de substitution, il convient de s'interroger sur son évolution chaque année qui sera plus ou moins dynamique par rapport à la taxe d'habitation.

		2019			2020			2021		
<b>Taxe Foncière bâti</b>		Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale	Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale	Revalorisation forfaitaire	Evolution physique	Evolution totale
	<b>Locaux d'habitation</b>	2,20%	0,30%	2,50%	1,60%	0,30%	1,90%	1,60%	0,30%	1,90%
	<b>Locaux à usage professionnel et commercial</b>		0,00%	0,00%		0,00%	0,00%		0,00%	0,00%
	<b>Etablissements industriels</b>		0,00%	0,00%		0,00%	0,00%		0,00%	0,00%
	<b>Ensemble des locaux</b>			1,70%			1,70%			1,70%

On a vu précédemment que pour les bases de taxe d'habitation, l'évolution physique des locaux d'habitation est envisagée à 0.40%.

L'évolution physique des bases de taxe foncière sur le bâti est prévue à hauteur de 0.30% pour les locaux d'habitation étant donné que les propriétaires bénéficient d'une exonération les 2 premières années.

Parmi les locaux assujettis à la taxe foncière sur le bâti, seuls les **locaux d'habitation** dont les bases représentent 65% de l'ensemble des bases de TFB, bénéficient de la revalorisation forfaitaire fixée à 2.20% en 2019 et estimée à 1.60% en 2020 et 2021.

Depuis la réforme des valeurs locatives des **locaux professionnels et commerciaux**, ceux-ci sont revalorisés, pour la première fois en 2019, selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux (moyenne des loyers). Exceptionnellement, en 2018, malgré la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels, ces locaux ont encore été revalorisés comme les autres locaux à hauteur de 1.20%.

Du fait que les tarifs 2019 vont être actualisés selon l'évolution moyenne des loyers de 2015-2018, à partir des valeurs de 2017 et non de 2018, on peut craindre une stagnation voire une baisse de l'évolution des bases de ces locaux.

En effet, la revalorisation en 2019 selon la moyenne des loyers ne compensera peut-être pas la hausse forfaitaire de 1.20% en 2018 d'où une prévision d'évolution de 0%.

Toutefois, les bases de ces locaux représentent seulement 15% de l'ensemble des bases de TFB de Mayenne Communauté.

La 3<sup>e</sup> catégorie des locaux soumis à la taxe foncière sur le bâti concerne les **établissements industriels** dont les bases représentent 20% de l'ensemble des bases de TFB de Mayenne Communauté.

Ces locaux ne sont pas concernés par la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels présentée auparavant.

En effet, la valeur locative de ces locaux est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan de l'établissement.

	2019	2020	2021
<b>Taxe Foncière non bâti</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>



		2019	2020	2021
<b>Cotisation Foncière des entreprises</b>	<b>Locaux à usage professionnel et commercial</b>	0,00%	0,00%	0,00%
	<b>Etablissements industriels</b>	0,00%	0,00%	0,00%
	<b>Ensemble des locaux</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est assise sur la valeur locative des biens immobiliers passibles d'une taxe foncière. Sont donc concernés les locaux à usage professionnel et commercial ainsi que les établissements industriels qui bénéficient, quant à eux, d'une réduction de base d'imposition de 30%.

Pour les **locaux professionnels et commerciaux**, il convient de préciser, comme précédemment pour la taxe foncière sur le bâti, que ceux-ci sont revalorisés, pour la première fois en 2019, selon l'évolution moyenne des loyers de 2015-2018. Du fait que les tarifs 2019 vont être actualisés à partir des valeurs de 2017 et non de 2018, on peut craindre une stagnation voire une baisse de l'évolution des bases de CFE pour ces locaux.

## A2) Maintien des 4 taux de TH, TFB, TFNB et CFE de 2019 à 2021

Taxe Habitation : 12.11 %

Taxe Foncière bâti : 0.63 %

Taxe Foncière non bâti : 4.30 %

Cotisation Foncière des Entreprises : 25.25 %

## A3) Estimation produit fiscal

ESTIMATION PRODUIT FISCAL DES 3 TAXES								
	Produits 2016 définitifs	Produits 2017 définitifs	Bases 2018 définitives	Taux 2018	Produits 2018 définitifs	Produits 2019 estimés	Produits 2020 estimés	Produits 2021 estimés
TH	4 242 200	4 545 743	38 148 935	12,11%	4 619 836	4 739 952	4 834 751	4 931 446
TFB	204 576	220 294	35 687 937	0,63%	224 834	228 656	232 543	236 497
TFNB	155 189	166 000	3 904 140	4,30%	167 878	167 878	167 878	167 878
Sous total	4 601 965	4 932 037			5 012 548	5 136 486	5 235 172	5 335 820
Taxe additionnelle TFNB	24 760	25 753			26 925	26 925	26 925	26 925
TOTAL	4 626 725	4 957 790			5 039 473	5 163 411	5 262 097	5 362 745
Evolution globale		7,16%			1,65%	2,46%	1,91%	1,91%
		Hausse des 3 taux en 2017						

ESTIMATION PRODUIT CFE								
CFE	Produits 2016 définitifs	Produits 2017 définitifs	Bases 2018 définitives	Taux 2018	Produits 2018 définitifs	Produits 2019 estimés	Produits 2020 estimés	Produits 2021 estimés
	3 736 810	3 857 682	15 905 556	25,25%	4 016 153	4 016 153	4 016 153	4 016 153
Evolution		3,23%			4,11%	0,00%	0,00%	0,00%

Lors de la fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le lissage du taux de CFE avait été décidé pour une durée de 4 ans soit de 2016 à 2019 correspondant au terme de la période de lissage de la Commune de Saint Georges Buttavent suite à son intégration dans la Communauté au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ainsi, à partir de 2019, le territoire de Mayenne Communauté passe de 3 zones fiscales à une seule avec l'application d'un taux unique de CFE de 25.25% pour l'ensemble des assujettis.

ESTIMATION CVAE						
CVAE	Produit 2016 définitif	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 estimé par DDFIP	Produit 2020 estimé	Produit 2021 estimé
	1 839 848	1 953 784	2 277 975	2 296 868	2 296 868	2 296 868
Evolution		6,19%	16,59%	0,83%	0,00%	0,00%

ESTIMATION TASCOM												
TASCOM	Coeff 2016= coeff 2015	Produit 2016 définitif	Coeff 2017	Produit 2017 définitif	Coeff 2018	Produit 2018 définitif	Coeff 2019	Produit 2019 estimé	Coeff 2020	Produit 2020 estimé	Coeff 2020	Produit 2021 estimé
	1,20 pour CCPM & 1 pour CCHL	559 872	1,20	782 407	1,20	585 572	1,20	585 572	1,20	585 572	1,20	585 572
Evolution				39,75%		-25,16%		0,00%		0,00%		0,00%

En 2017, on a assisté à un pic de recettes s'expliquant par une mesure de la loi de finances pour 2017.

En effet, depuis 2017, les exploitants de surfaces commerciales supérieures à 2 500 m<sup>2</sup> doivent s'acquitter d'un acompte de 50% au titre de l'année suivante.

Pour Mayenne Communauté, les 4 entreprises concernées ont donc réglé en 2017 l'intégralité de la TASCOM 2017 et aussi un acompte de 50% au titre de la TASCOM 2018.

Depuis 2018, le produit TASCOM a retrouvé un niveau de croisière proche de celui de 2016 vu que les 4 entreprises ont réglé en 2018 le solde au titre de 2018 et un acompte de 50% pour 2019.

ESTIMATION IFER										
		Produit 2016 définitif	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Revalorisation 2019	Produit 2019 estimé	Revalorisation estimée 2020	Produit 2020 estimé	Revalorisation estimée 2021	Produit 2021 estimé
IFER	Eoliennes	125 367	126 392	206 025	1,30%	208 703	1%	210 790	1%	212 898
	Transformateurs électriques	106 090	106 937	108 007	1,30%	109 411	1%	110 505	1%	111 610
	Stations radioélectriques	50 887	45 273	49 147	1,30%	49 786	1%	50 284	1%	50 787
	Production électricité hydraulique	4 681	4 719	4 766	1,30%	4 828	1%	4 876	1%	4 925
	Canalisations de gaz	3 691	3 719	3 754	1,30%	3 803	1%	3 841	1%	3 879
	Electricité photovoltaïque	492	496	897	1,30%	909	1%	918	1%	927
	<b>SOUS TOTAL</b>	<b>291 208</b>	<b>287 536</b>	<b>372 596</b>	1,30%	<b>377 440</b>	1%	<b>381 214</b>	1%	<b>385 026</b>
IFER nouvelles éoliennes	Parc Oasis à Hardanges (5 X 2,05 MW)					54 294	1%	54 837	1%	55 385
	<b>TOTAL</b>	<b>291 208</b>	<b>287 536</b>	<b>372 596</b>		<b>431 734</b>		<b>436 051</b>		<b>440 412</b>
Evolution			-1,26%	29,58%		15,87%		1,00%		1,00%

En 2018, Mayenne Communauté a bénéficié d'un produit global d'IFER majoré de 85 060 € par rapport à 2017 s'expliquant en grande partie par la première imposition des 5 éoliennes de Saint Julien du Terroux et les 3 éoliennes du Mont du Saule à Hardanges.

En 2019, outre la revalorisation de 1.30% de toutes les IFER, Mayenne Communauté va bénéficier, de nouveau, d'une IFER nouvelle au titre de 5 éoliennes du parc de l'Oasis à Hardanges (Estimation de 54 294 €).

## Autres recettes fiscales :

- **FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources)**

Ce fonds fait partie du panier fiscal suite à la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010, il était en principe figé à 1 517 724 € mais en 2018 il a été ramené à **1 516 094 €**, somme reconduite dans la prospective de 2019 à 2021.

- **Taxe de séjour**

Elle a été instituée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et a rapporté 32 437 € en 2018.

Prévision de **35 000 €** par an de 2019 à 2021.

- **FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal)**

La loi de finances pour 2018 avait stabilisé définitivement l'enveloppe totale du FPIC à 1 milliard € à compter de 2018.

La loi de finances pour 2019 a relevé le plafond du prélèvement du FPIC de 13.5% à 14% des ressources fiscales agrégées de l'ensemble intercommunal.

Prévision de 2019 à 2021 identique au montant perçu en 2018 : **342 367 €** selon la répartition de droit commun entre MC et ses Communes membres appliquée depuis 2016.

## B) Dotations et participations (chapitre 74)

### B 1) Dotation d'intercommunalité (une des 2 composantes de la DGF)

L'article 250 de la loi de finances pour 2019 a réformé la dotation d'intercommunalité dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Désormais, il existe une seule enveloppe pour tous les EPCI quelle que soit leur catégorie juridique et en conséquence une seule valeur de point
- La DGF bonifiée n'existe plus alors que Mayenne Communauté faisait partie des Communautés qui en bénéficiaient
- Afin que l'évolution de la dotation d'intercommunalité ne soit pas trop importante par rapport à 2018, une garantie de montant a été fixée dans un tunnel entre 95% et 110%
- Le CIF est désormais pondéré par un nouveau critère lié au revenu par habitant de l'EPCI en plus du critère potentiel fiscal.

## EVOLUTION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE

	1ère contribution au redressement des finances publiques					Fin de la poursuite de la 1ère contribution au redressement des finances publiques débutée en 2014				
						LF 2017 : contribution prévue divisée par 2 en 2017		LF 2019 : Réforme de la dotation d'intercommunalité		
	CCPM	CCHL	CCPM	CCHL	MC	MC	MC	MC	MC	MC
	2014		2015		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montant brut avant ponction de l'État	682 812	272 085	651 932	271 703	976 288	1 032 833	975 429	926 658	926 658	926 658
Contribution au redressement des finances publiques (le montant chaque année correspond au cumul depuis 2014 : 1ère année de cette contribution)	-116 202	-13 280	-399 842	-48 052	-733 621	-889 342	-889 342	-889 342	-889 342	-889 342
Dotation d'intercommunalité perçue	566 610	258 805	252 090	223 651	242 667	143 491	86 087	37 316	37 316	37 316
Dotation d'intercommunalité perçue	825 415		475 741		242 667	143 491	86 087	37 316	37 316	37 316

Sur la période écoulée entre 2014 et 2018, le montant total de la contribution au redressement des finances publiques s'est élevé à 3 089 681 €.

En conséquence, au lieu de percevoir pour ces 5 exercices un montant brut de 4 863 082 €, nos Communautés ont seulement perçu 1 773 401 €.

A noter que cette ponction de l'Etat au titre de la première contribution au redressement des finances publiques se poursuit chaque année à hauteur de 889 342 € comme le prévoit la prospective à partir de 2019.

## B 2) Dotation de compensation (une des 2 composantes de la DGF)

Cette dotation correspond à l'ancienne part salaires de la Taxe Professionnelle qui aurait dû rester figée mais l'Etat baisse le montant depuis quelques années alors que MC verse aux Communes via l'attribution de compensation le montant fixé l'année avant le passage en fiscalité professionnelle unique (2001 pour la CCPM et 2011 pour la CCHL).

Prévision dans la prospective d'une baisse de 2.50% par an de 2019 à 2021.

EVOLUTION DE LA DOTATION DE COMPENSATION										
								Estimations		
	2014		2015		2016	2017	2018	2019	2020	2021
	CCPM	CCHL	CCPM	CCHL	MC	MC	MC	MC	MC	MC
Dotation de compensation (ex part salaires de la TP)	2 279 591	234 300	2 229 840	229 187						
Montant perçu	2 513 891		2 459 027		2 411 443	2 344 435	2 295 479	2 238 092	2 182 140	2 127 586
Perte annuelle			-54 864		-47 584	-67 008	-48 956	-57 387	-55 952	-54 553
Evolution			-2,18%		-1,94%	-2,78%	-2,09%	-2,50%	-2,50%	-2,50%

Sur la période écoulée entre 2014 et 2018, le montant total de la minoration de la dotation de compensation s'élève à 218 412 €.

Cette minoration se poursuit chaque année comme le prévoit la prospective à partir de 2019.

### B 3) DC RTP

La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle fait partie du panier fiscal suite à la suppression de la TP en 2010 et à ce titre devait rester figée.

Cependant, la loi de finances pour 2018 avait déjà prévu que cette dotation devienne une variable d'ajustement pour le bloc communal en 2018. Ensuite, le Gouvernement avait décidé de ne pas appliquer cette disposition.

La loi de finances pour 2019 a de nouveau prévu que la DC RTP soit une variable d'ajustement en 2019 en appliquant une minoration de 20 M € au bloc communal.

L'écèlement de la DC RTP sera réparti entre les collectivités du bloc communal en fonction de leurs recettes réelles de fonctionnement comme c'était le cas de la contribution au redressement des finances publiques qui minorait la dotation d'intercommunalité jusqu'en 2017.

Dans la prospective, un écèlement de 15% en 2019 puis de 10% est prévu pour 2020 et 2021.

EVOLUTION DE LA DC RTP						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DC RTP	847 205	847 205	847 205	720 124	648 112	583 301
Perte annuelle		0	0	-127 081	-72 012	-64 811
Evolution		0,00%	0,00%	-15,00%	-10,00%	-10,00%

### B 4) Allocations compensatrices versées par l'Etat

La loi de finances pour 2018 a supprimé définitivement la **DUCSTP** (Dotation Unique des Compensations Spécifiques à la Taxe Professionnelle).

Les **allocations compensatrices de taxes foncières et les autres allocations restant liées à la TP** représentent désormais des montants mineurs.



Les **allocations compensatrices de taxe d'habitation** compensent partiellement la baisse du produit de TH de l'année antérieure au titre des exonérations accordées aux personnes de condition modeste.

En 2018, les bases exonérées de TH pour Mayenne Communauté s'élevaient à 5 445 000 € auxquelles sera appliqué un taux de 6.19% pour le calcul de la compensation à percevoir en 2019 alors que le taux de TH de Mayenne Communauté s'élève à 12.11%.

Du fait de cet écart de taux, le manque à gagner pour notre Communauté atteindra 322 000 € en 2019. Auparavant, il existait également et il va se poursuivre dans les années à venir.

Evolution des allocations compensatrices				
	2018	2019	2020	2021
<b>Taxe Habitation</b>	316 214	337 000	330 000	330 000
<b>Taxes Foncières</b>	40	40	40	40
<b>Taxe Professionnelle</b>	1 149	1 100	1 100	1 100
<b>TOTAL</b>	<b>317 403</b>	<b>338 140</b>	<b>331 140</b>	<b>331 140</b>

## B 5) Subventions de fonctionnement

Ce poste de recettes continue à être notamment impacté par :

- la baisse de subventions pour les contrats d'avenir
- le transfert de l'exploitation de la piscine avec les participations versées par le Département et la Région pour l'utilisation de la Vague.

Réalisé 2018 : 558 322 €

**Prévision de 2019 à 2021 : 600 665 €**

## C) Produits d'exploitation et remboursements (chapitre 70)

### C1) Remboursement par la Ville de Mayenne pour le personnel (compte 70845)

Ce compte enregistre, depuis 2018 avec la gestion unifiée du personnel, le remboursement par la Ville des charges de personnel supportées par MC pour des agents qui réalisent des missions pour la Ville soit intégralement, soit partiellement pour les agents mutualisés sur les 2 collectivités.

Réalisé 2018 : 8 312 437 €

**Prévision 2019 : 8 606 900 €** actualisée de 2% par an pour 2020 et 2021.

### C2) Remboursement par les budgets annexes des charges de personnel (compte 70841)

Les budgets annexes déchets ménagers, prestations de service, SPANC et Leader remboursent au budget général les charges de personnel que celui-ci a supportées dans un premier temps.

Réalisé 2018 : 1 316 720 €

**Prévision 2019 : 1 386 700 €** actualisée de 2% par an pour 2020 et 2021.

### C3) Remboursement par les Communes membres de MC (compte 70875)

Ce compte retrace les participations des Communes pour les services communs ADS et jeunesse intégrant aussi les CESAM depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Il comprend également le remboursement par la Ville des frais de formation dans le cadre de la gestion unifiée du personnel.

Réalisé 2018 : 327 309 €

**Prévision 2019 : 344 779 €**, somme reconduite en 2020 et 2021.

## C4) Produits d'exploitation

Ce compte prévoit pour la première fois les produits liés au centre aquatique sur une année entière.

Réalisé 2018 : 813 075 €

**Prévision 2019 : 853 557 €** actualisée de 1% pour 2020 et 2021.

## D) Produits domaniaux et remboursements (chapitre 75)

### D1) Remboursement par des Communes (compte 7588)

Depuis 2018, ce compte enregistre le remboursement par les Communes de l'ex CCPM du contingent SDIS.

Ce compte retrace aussi la part des chèques déjeuner prise en charge par tous les agents de la gestion unifiée du personnel.

Réalisé 2018 : 865 467 €

**Prévision 2019 : 889 700 €** actualisée de 1% pour 2020 et 2021.

### D2) Loyers (compte 752)

Réalisé 2018 : 306 348 €

**Prévision 2019 : 306 702 €** reconduite en 2020 et 2021.

## E) Synthèse des recettes réelles de fonctionnement

Chapitre	Intitulé	Prévisions		
		2019	2020	2021
70	Produits d'exploitation et remboursements	11 203 136	11 411 656	11 624 259
73	Fiscalité	14 387 199	14 490 202	14 595 211
74	Dotations et participations	3 934 337	3 799 372	3 680 008
75	Produits domaniaux et remboursements	1 196 402	1 205 299	1 214 285
77	Produits exceptionnels	14 000	14 000	14 000
"013	Atténuations de charges	196 500	196 500	196 500
	<b>TOTAL Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>30 931 574</b>	<b>31 117 029</b>	<b>31 324 263</b>
	<b>Evolution annuelle</b>		<b>0,60%</b>	<b>0,67%</b>

## II Les orientations 2019-2021 pour les dépenses de fonctionnement

### A) Charges à caractère général (chapitre 011)

Ce chapitre devrait progresser de 21% entre 2018 et 2019 s'expliquant notamment par :

- les charges d'exploitation du centre aquatique sur une année entière et l'externalisation de l'entretien des locaux (+ 75 000 € / 2018)
- la location et les charges du pôle santé réglées à LMA (+ 79 250 € / 2018)
- à la médiathèque, action nouvelle de l'espace bidouillerie et désinfection et dépoussiérage des réserves (+ 118 200 € / 2018)
- pour la mission économique, étude CNRS et RH et organisation de 2 salons de l'emploi (+ 54 900 / 2018)
- pour PLH, SCOT, PLUI, animation OPAH RU, indemnités commissaire enquêteur SCOT et PLUI (+ 55 000 € / 2018)

Pour les années 2020 et 2021, une **évolution de 2 % des charges à caractère général** est prévue dans la prospective.

Réalisé 2018 : 3 015 880 €

**Prévision 2019 : 3 662 000 €**

**Prévision 2020 : 3 736 000 €**

**Prévision 2021 : 3 810 000 €**

### B) Charges de personnel (chapitre 012)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, avec la gestion unifiée du personnel, tous les agents de la Ville ont désormais comme employeur Mayenne Communauté qui supporte dans un premier temps toutes les charges de personnel. Ensuite, la Ville rembourse chaque mois ses charges de personnel à Mayenne Communauté.

En 2018, la convention de mutualisation MC/Ville s'est appliquée pour la dernière fois au titre de 2017, ce qui explique en partie une hausse de la prévision en 2019 limitée à 0.27% par rapport au réalisé 2018.

Pour les années 2020 et 2021, une **évolution brute des charges de personnel de 3 %** est prévue dans la prospective.

Réalisé 2018 : 15 138 518 €

**Prévision 2019 : 15 180 000 €**

**Prévision 2020 : 15 635 000 €**

**Prévision 2021 : 16 104 000 €**

## A/ Les effectifs de Mayenne Communauté

La mise en place de la gestion unifiée du personnel impacte fortement la présentation du budget du RH de Mayenne Communauté. En effet, tous les agents Ville de Mayenne ont été transférés à Mayenne Communauté le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cependant, la Ville continuant ses activités, rembourse ses charges de personnel à Mayenne Communauté selon la convention signée en décembre 2017 revue en fin d'année 2018 entre les deux parties.

Cette convention distingue les services exclusifs Mayenne Communauté et les services partagés Ville de Mayenne et Mayenne Communauté.

**Les agents affectés aux services exclusifs de MAYENNE COMMUNAUTE, intervenant uniquement dans le champ des compétences ou missions de MAYENNE COMMUNAUTE :**

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| - Collecte des déchets et redevance incitative | - Contrat local de santé              |
| - Service prévention des déchets               | - Centre aquatique                    |
| - Médiathèque/Ludothèque                       | - RAM                                 |
| - Conservatoire de musique et de danse         | - Aire d'accueil des gens du voyage   |
| - Action culturelle                            | - Camping                             |
| - Musée du château de Mayenne                  | - Animation coordination jeunesse     |
| - Maison de services au public                 | - Agents mis à disposition du Kiosque |
| - service prestation voirie                    |                                       |
| - SPANC  |                                       |

**Les agents affectés aux services partagés intervenant pour des missions communes ou compétences partagées à MAYENNE COMMUNAUTÉ et la Ville de Mayenne :**

- Aménagement de l'espace
- Cabinet
- Communication
- Conseil de gestion
- Direction générale
- Finances
- Ressources humaines hygiène et sécurité
- Commande publique
- Assurance
- Accueil Hôtel de Ville et Communautaire
- Informatique
- Bureau d'études aménagement
- Bureau d'études Bâtiment
- Service bâtiment - magasin
- Service voirie - garage
- Service espaces verts
- Service Propreté urbaine
- Service mobilité logement
- Service techniques administratifs
- Entretien des locaux
- Economie d'énergie
- Mission économique

Les agents affectés aux services communs de MAYENNE COMMUNAUTÉ, intervenant pour la Ville de MAYENNE et pour d'autres communes de MAYENNE COMMUNAUTÉ :

- Service autorisation droit des sols
- Service commun jeunesse

Extrait du bilan social de Mayenne Communauté au 31/12/2017

## Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 45 ans

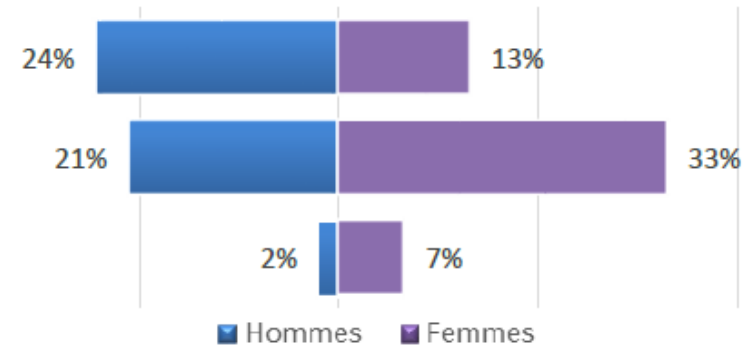
Âge moyen* des agents sur emploi permanent	
Fonctionnaires	46,60
Contractuels permanents	37,50
<b>Ensemble des permanents</b>	<b>45,16</b>
Contractuels non permanents	30,36

de + de 50 ans

de 30 à 50 ans

de - de 30 ans

Pyramide des âges  
des agents sur emploi permanent



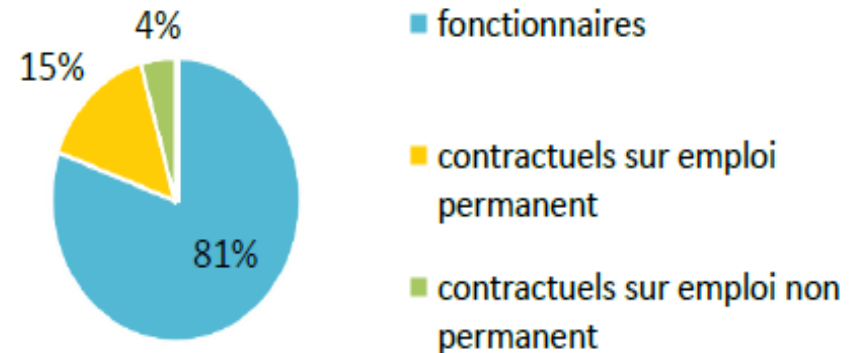
\* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge



## Effectifs

### ➔ 159 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2017

- > 128 fonctionnaires
- > 24 contractuels sur emploi permanent
- > 7 contractuels sur emploi non permanent



### ➔ Précisions sur les CDI, emplois aidés et saisonniers ou occasionnels

- ⇒ 3 agents contractuels permanents en CDI
- ⇒ 1 agent contractuel sur emploi non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 5 agents contractuels sur emploi non permanent recrutés en tant que saisonniers ou occasionnels

### ➔ 143,2 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2017

- > 114,1 fonctionnaires
- > 17,6 contractuels permanent
- > 11,5 contractuels non permanent

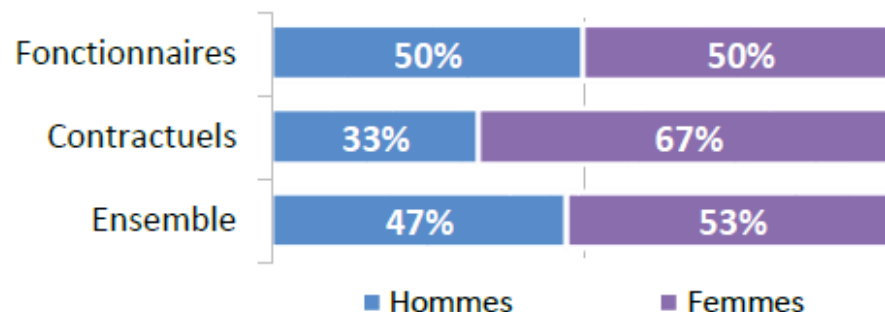
Nombre total d'heures travaillées : **260 533 heures rémunérées en 2017**

## — Caractéristiques des agents sur emploi permanent

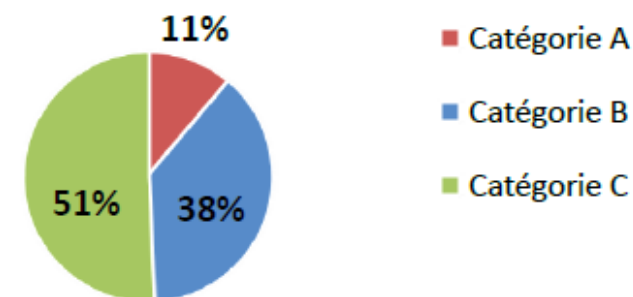
### ➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	20%	21%	20%
Technique	38%	21%	36%
Culturelle	34%	42%	35%
Sportive	5%	4%	5%
Médico-sociale	1%	4%	1%
Police			
Incendie			
Animation	3%	8%	4%
AOTM			
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### ➔ Répartition par genre et par statut des agents sur emploi permanent



### ➔ Répartition des agents par catégorie



### ➔ Les principaux cadres d'emplois des agents sur emploi permanent

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjointes techniques	28%
Assistants d'enseignement artistique	18%
Adjointes administratifs	10%
Adjointes territoriaux du patrimoine	9%
Attachés	7%

## B/ Évolution des dépenses de personnel

Les charges du personnel de Mayenne Communauté (inscrites au 012) semblent diminuer entre le budget réalisé 2018 et le budget prévisionnel 2019. Il faut cependant noter qu'il n'y a plus de remboursement de Mayenne communauté à la Ville à Mayenne relatif aux mises à disposition au titre de l'ancien dispositif. En effet ce dispositif a été remplacé par la Gestion Unifiée du Personnel. Ainsi, sans l'inscription de ce montant de remboursement, les charges du personnel entre les budgets prévisionnels 2018 et 2019 augmentent.

Pour expliquer l'écart entre le budget prévisionnel 2018 et le réalisé 2018, il est nécessaire de préciser que l'année 2018 a été marquée par de nombreux départs.

- Charges du personnel supportées par Mayenne Communauté et remboursées par le CCAS de Mayenne

Nature	BUDGET 2018 BP PRECEDENT	REALISE 2018 EN COURS	Demande des services 2019
6218 AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR		21 185.00	21 700.00
Total Chapitre : 012 CHARGES DE PERSONNEL		21 185.00	21 700.00
Total Antenne : CCAS CCAS		21 185.00	21 700.00

- Charges du personnel supportées par Mayenne Communauté et remboursées par la Ville de Mayenne

Nature	BUDGET 2018 BP PRECEDENT	REALISE 2018 EN COURS	Demande des services 2019
6217PERSONNEL AFFECTE PAR LA COMMUNE MEMBRE DU GFP			3 000.00
6331VERSEMENT DE TRANSPORT	7 320.00	7 008.86	9 930.00
6336COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	104 000.00	99 530.55	106 430.00
64111REMUNERATION PRINCIPALE	3 909 419.00	3 767 443.55	3 963 410.00
64112NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	118 880.00	116 662.86	114 870.00
64118AUTRES INDEMNITES	676 940.00	602 395.40	640 260.00
64131REMUNERATIONS NON TITULAIRES	871 140.00	851 707.51	938 470.00
64138AUTRES INDEMNITES	77 820.00	102 467.34	103 860.00
64162EMPLOIS D'AVENIR	64 430.00	54 894.14	13 680.00
64168AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		702.03	
6417REMUNERATIONS DES APPRENTIS	3 300.00	5 666.97	16 030.00
6451COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	890 660.00	855 613.13	920 800.00
6453COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 288 800.00	1 239 895.80	1 308 210.00
6454COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	49 620.00	46 238.36	41 340.00
6455COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	105 952.00	109 941.06	73 200.00
6471PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU F.N.A.L.	24 470.00	23 381.26	24 850.00
64731VERSEES DIRECTEMENT	5 680.00	5 748.64	6 390.00
6474VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES	49 504.00	44 201.65	55 800.00
6475MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	18 256.00	15 685.30	18 600.00
6488AUTRES CHARGES	106 500.00	98 409.71	103 200.00
Total Chapitre : 012 CHARGES DE PERSONNEL	8 372 691.00	8 047 594.12	8 462 330.00
Total Antenne : MAYENNE MAYENNE VILLE	8 372 691.00	8 047 594.12	8 462 330.00

• Charges du personnel pour les missions de Mayenne Communauté

Nature	BUDGET 2018 BP PRECEDENT	REALISE 2018 EN COURS	Demande des services 2019
6217	549 200.00	507 502.15	18 900.00
6218 AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	30 700.00		30 600.00
6331 VERSEMENT DE TRANSPORT	5 880.00	5 725.14	7 960.00
6336	81 150.00	79 529.79	82 760.00
64111 REMUNERATION PRINCIPALE	3 029 681.00	3 012 381.77	3 103 680.00
64112	96 060.00	97 390.87	102 650.00
64118 AUTRES INDEMNITES	593 630.00	563 789.32	583 580.00
64131 REMUNERATIONS NON TITULAIRES	675 630.00	625 031.69	668 580.00
64138 AUTRES INDEMNITES	82 970.00	83 594.28	104 220.00
64162 EMPLOIS D'AVENIR	18 420.00	12 641.83	
6417 REMUNERATIONS DES APPRENTIS			360.00
6451 COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	699 230.00	678 709.87	710 710.00
6453 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 007 100.00	1 004 129.27	1 029 220.00
6454 COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	38 500.00	33 898.64	31 050.00
6455	83 248.00	79 239.29	75 700.00
6471	19 570.00	19 177.74	19 880.00
6474 VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES	38 896.00	44 173.85	34 100.00
6475 MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	14 344.00	11 034.57	14 000.00
6488 AUTRES CHARGES	66 500.00	75 421.74	78 000.00
Total Chapitre : 012 CHARGES DE PERSONNEL	7 130 709.00	6 933 371.81	6 695 950.00
Total Antenne : MC MAYENNE COMMUNAUTE	7 130 709.00	6 933 371.81	6 695 950.00
TOTAL GENERAL	15 517 241.00	15 138 517.79	15 179 980.00

Afin de mettre en évidence la comparaison ente le budget prévisionnel 2018 et 2019, il convient de soustraire à 2018 le montant du remboursement de la mise à disposition avant la GUP :

	BP 2018	BP 2019
montant avec mise à disposition	7 130 709	6 695 950
montant sans mise à disposition	6 600 409	6 695 950

soit une augmentation de 95 541 €  
(1.45%)

La progression des charges pour 2019 est essentiellement en lien avec la mise en oeuvre du second volet du PPCR (initialement prévu en 2018 et reporté en 2019) :

- I. Revalorisation indiciaire des agents des catégories A B et C au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et donc augmentation des charges correspondantes
- II. Reclassement des éducateurs de jeunes enfants en catégorie A au 1<sup>er</sup> février 2019.

Cependant d'autres éléments expliquent cette augmentation :

- Le développement du service commun jeunesse sur 32 communes,
- La création du poste de responsable bâtiment (partagé avec la Ville de Mayenne),
- Le recrutement d'un médiateur à l'accueil du grand nord,
- La création d'un poste de chargé d'attractivité à la SERE
- Et la revalorisation des agents contractuels en raison de l'augmentation du SMIC.

Enfin, cette prévision budgétaire est également marquée par le recrutement de 3 stagiaires écoles.

## C/ Le temps de travail

En 2013, le règlement général du temps de travail ainsi que les spécificités de chaque service ont fait l'objet d'une révision. A cette époque, il a été fait le choix de rester sur les bases de l'accord passé en 2000 avec les organisations syndicales, soit une base horaire annuelle de 1561h (46 heures de moins que la durée légale des 35h).

Dans son rapport en 2015, la chambre régionale des comptes a bien noté cette différence mais explique que l'accord étant signé avant le 31 décembre 2000, la collectivité est en droit de continuer cette application.

Bien entendu, cette tolérance est soumise à la politique du gouvernement qui a déjà annoncé que ce sujet serait revu prochainement.

## C) Atténuation de produits (chapitre 014)

### C1) Attribution de compensation (compte 739211)

Suite à la CLECT de juin 2018, l'attribution de compensation versée par MC aux 33 Communes s'est élevée à 7 257 420 € en 2018. Pour 2019, la CLECT de juin 2018 a également prévu une minoration supplémentaire de l'attribution de compensation en raison du transfert de l'exploitation de la piscine de Mayenne au centre aquatique La Vague pour une année entière (46 semaines en 2018). De ce fait, la prévision pour 2019 est ramenée à **7 208 417 €**.

A ce stade, l'incidence des transferts ou restitution de compétences de 2019 n'est pas intégrée dans la prévision de 2019 puisque la CLECT de 2019 procèdera à l'évaluation des charges et de la future minoration à effectuer sur l'attribution de compensation. Dans la prospective, le montant de 2019 est reconduit en 2020 et 2021.

### C2) Contribution au FPIC (compte 739223)

Depuis 2017, le territoire de Mayenne Communauté est devenu contributeur au FPIC. Avec la répartition de droit commun, la contribution de Mayenne Communauté s'est élevée à 38 429 €. En 2018, la contribution est passée à 50 622 €.

Prévision de 2019 à 2021 identique à celle de 2018 : **50 622 €** selon la répartition de droit commun entre MC et ses Communes membres appliquée depuis 2016.

Rappel de l'estimation du FPIC à percevoir de 2019 à 2021 : 342 367 €  
 Estimation de la contribution du FPIC de 2019 à 2021 : - 50 622 €  
**Estimation solde net du FPIC à percevoir de 2019 à 2021 : 291 745 €**

### C3) Reversements de fiscalité

Avec l'implantation de 3 nouvelles éoliennes à Hardanges (Mont du Saule) et 5 à Saint Julien du Terroux, des produits supplémentaires d'IFER ont été perçus par Mayenne Communauté.

Le pacte de solidarité conclu entre MC et ses Communes membres prévoit le reversement de 30% de l'IFER issue de ces éoliennes aux Communes d'implantation.

ESTIMATION IFER A REVERSER AUX COMMUNES (en N+1)		
Reversement en 2019 de l'IFER perçue en 2018	Reversement en 2020 de l'IFER perçue en 2019	Reversement en 2021 de l'IFER perçue en 2020
27 138	43 779	44 217

Le pacte de solidarité prévoit aussi l'affectation par MC de 10% de l'IFER des nouvelles éoliennes pour alimenter une enveloppe de fonds de concours destinés aux Communes ultérieurement.

ESTIMATION IFER A AFFECTER ENVELOPPE FONDS DE CONCOURS (en N+1)		
Affectation en 2019 de l'IFER perçue en 2018	Affectation en 2020 de l'IFER perçue en 2019	Affectation en 2020 de l'IFER perçue en 2019
9 046	14 593	14 739

Le pacte de solidarité prévoit aussi que cette enveloppe de fonds de concours sera également alimentée par le reversement par certaines Communes d'une partie de la fiscalité issue des implantations ou extensions réalisées dans les zones de Mayenne Communauté (*uniquement sur les déclarations d'ouverture de chantier postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2017*).

Il s'agit de la taxe d'aménagement à hauteur de 75% ainsi que de la taxe foncière sur le bâti dans une fourchette de 20% à 80% selon la situation.

A noter que ces mouvements financiers ne sont pas intégrés dans la prospective. De plus, ces reversements des Communes ont vocation à être encaissés et reversés par Mayenne Communauté.



## D) Charges de gestion courante (chapitre 65)

### D1) Subventions aux associations (compte 6574)

Réalisé 2018 : 1 272 418 €

**Prévision 2019 : 1 284 531 €**

Evolution de 0 % par an au-delà de 2019.

### D2) Contingent SDIS (compte 6553)

Depuis la fusion, Mayenne Communauté règle le contingent SDIS de l'ex CCHL.

Réalisé 2018 : 152 711 €

**Prévision 2019 : 156 500 €** puis évolution de 2 % par an au-delà de 2019.

### D3) Autres charges de gestion courante

Jusqu'en 2018, ces charges représentaient essentiellement les indemnités et la formation d'élus.

En 2019, s'ajoutent la contribution au Syndicat du Bassin de l'Aron ainsi que les indemnités versées à LMA pour les locaux de Saint Martin précédemment occupés par un cabinet de médecins désormais installés au pôle santé.

Réalisé 2018 : 257 667 €

**Prévision 2019 : 354 560 €**

Evolution de 1 % par an au-delà de 2019.

## E) Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Chapitre	Intitulé	Prévisions		
		2019	2020	2021
"011	Charges à caractère général	3 662 663	3 735 916	3 810 635
"012	Charges de personnel	15 179 980	15 635 379	16 104 441
"014	Atténuations de produits	7 295 223	7 317 411	7 317 995
65	Charges de gestion courante	1 795 588	1 802 264	1 809 037
66	Charges financières	194 387	177 888	160 731
67	Charges exceptionnelles	6 500	6 500	6 500
	<b>TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>28 134 341</b>	<b>28 675 358</b>	<b>29 209 339</b>
	<b>Evolution annuelle</b>		<b>1,92%</b>	<b>1,86%</b>

### III Orientations 2019-2021 pour l'investissement

La prospective repose sur un **plan pluriannuel d'investissement (PPI) de 2019 à 2021** qui présente un coût global d'investissement de **13 000 000 €**.

Ce PPI est caractérisé par une période de transition avec les dernières dépenses des grands projets (centre aquatique, pôle santé, cinéma) et le démarrage de nouveaux projets notamment en économie et en tourisme.

La synthèse de l'investissement issu de ce PPI se présente comme suit :

	2019	2020	2021	TOTAL de 2019 à 2021
<b>TOTAL COUT</b>	<b>4 653 716</b>	<b>3 470 255</b>	<b>4 943 500</b>	<b>13 067 471</b>
<b>Total subventions et ventes</b>	<b>2 437 210</b>	<b>396 000</b>	<b>841 155</b>	<b>3 674 365</b>
<b>Total FCTVA</b>	<b>389 077</b>	<b>413 991</b>	<b>313 513</b>	<b>1 116 581</b>
<b>Coût restant pour Mayenne Communauté</b>	<b>1 827 429</b>	<b>2 660 264</b>	<b>3 788 832</b>	<b>8 276 525</b>

Prévisions globales de 2019 à 2021 du PPI	
Principaux investissements	Coût brut
Zones d'activités dont ZA des Chevreuils	3 538 527
Actions logement	1 775 500
Déviation Mayenne Moulay ( <i>solde 2è tranche et premiers versements de la 3è tranche</i> )	1 008 000
Hôtel d'entreprises	840 000
Réhabilitation camping de Mayenne	770 000
Soutien à l'investissement immobilier économique	660 000
Centre aquatique ( <i>solde</i> )	395 000
GEMAPI ( <i>réhabilitation du barrage du Moulin de Brives, ruisseau de la Filousière</i> )	355 000
Aménagement aires d'accueil de camping car	295 200
SCOT PLUI ( <i>solde</i> )	204 307
Réaménagement et sécurisation du hall d'accueil du Grand Nord	156 000
Boutique à l'essai	120 000

Pour les projets pluriannuels, des dépenses ont déjà été réalisées au cours des années antérieures

## PARTIE III– LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE 2019- 2021 DE MAYENNE COMMUNAUTE

### A) Evolution des épargnes

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Epargne de gestion</b> (recettes - dépenses fonctionnement hors dette)	3 840 922	3 595 287	2 991 620	2 619 559	2 275 655
<b>Epargne brute</b> (épargne de gestion - intérêts)	3 626 279	3 384 485	2 797 233	2 441 671	2 114 924
<b>Epargne nette</b> (épargne brute - capital)	3 000 381	2 747 313	2 148 567	1 780 985	1 454 238

Les 3 types d'épargnes ont baissé entre 2017 et 2018, d'après la prospective, cette tendance devrait se poursuivre de 2019 à 2021 de façon plus accentuée.

Ceci s'explique par l'évolution plus importante des dépenses par rapport à l'évolution des recettes.

## Ratio taux d'épargne brute

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RATIO TAUX D 'EPARGNE BRUTE (Epargne brute/Total recettes réelles de fonctionnement)</b>	<b>15,33%</b>	<b>16,30%</b>	<b>15,07%</b>	<b>12,64%</b>	<b>11,08%</b>	<b>9,62%</b>

Avec la mise en place de la gestion unifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les recettes réelles de fonctionnement de MC servant à calculer ce ratio ont augmenté artificiellement.

Un retraitement s'impose donc pour enlever les remboursements de la Ville et retrouver les recettes propres à MC.

**Le ratio du taux d'épargne brute** qui représente la part que MC peut dégager pour financer la section d'investissement se situe aux alentours de 15% - 16% sur les exercices écoulés de 2016 à 2018.

Sur cette période, le ratio est correct puisqu'on estime qu'il doit être supérieur à 12%.

L'estimation de ce ratio pour les années 2019 à 2021, au vu de la prospective, montre une baisse continue due à la détérioration de nos épargnes examinées précédemment.

Ainsi, Mayenne Communauté est susceptible de se retrouver à partir de 2020 dans une zone de vigilance avec un ratio inférieur à 12 %.

## B) Endettement de Mayenne Communauté

EVOLUTION DE LA DETTE DE MAYENNE COMMUNAUTE						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
ENDETTEMENT AU 1/01	4 617 767	10 079 352	9 451 782	8 814 610	8 165 944	7 505 258
NOUVEAUX EMPRUNTS	6 016 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	554 415	625 898	637 172	648 666	660 686	673 267
ENDETTEMENT AU 31/12	10 079 352	9 453 454	8 814 610	8 165 944	7 505 258	6 831 991
EPARGNE BRUTE APRES CHARGES INDUITES	3 223 801	3 626 279	3 384 485	2 797 233	2 441 671	2 114 924
RATIO DE DESENDETTEMENT (en années)	3,13	2,61	2,60	2,92	3,07	3,23

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève à 8 814 610 € après avoir réalisé 6 016 000 € d'emprunts nouveaux en 2016 pour le centre aquatique notamment.

Malgré la baisse de l'épargne brute de 2016 à 2018, le ratio de désendettement se situe à 2.60 années en 2018 soit à un niveau très satisfaisant grâce à la diminution de l'encours de dette.

Ainsi, en 2018, il aurait fallu 2 ans et 7 mois à Mayenne Communauté pour rembourser son encours de dette si elle avait affecté l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

A titre de comparaison, selon le cabinet Stratégies Locales, il indique que ce ratio se situe en 2017 à 4.6 années en moyenne pour l'ensemble des groupements à fiscalité propre en France.

## C) Profil d'extinction de la dette de Mayenne Communauté

Exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2019	8 814 682	648 666	194 398	843 063	8 166 016
2020	8 166 016	660 686	177 888	838 574	7 505 330
2021	7 505 330	673 347	160 731	834 078	6 831 983
2022	6 831 983	686 328	143 525	829 853	6 145 655
2023	6 145 655	699 750	128 018	827 768	5 445 905
2024	5 445 905	702 102	109 893	811 995	4 743 803
2025	4 743 803	496 988	93 938	590 925	4 246 815
2026	4 246 815	429 575	82 766	512 341	3 817 240
2027	3 817 240	421 919	73 588	495 507	3 395 321
2028	3 395 321	376 538	63 523	440 061	3 018 783
2029	3 018 783	289 028	57 835	346 863	2 729 755
2030	2 729 755	290 386	52 433	342 819	2 439 369
2031	2 439 369	284 711	47 053	331 765	2 154 658
2032	2 154 658	289 668	41 671	331 340	1 864 989
2033	1 864 989	294 758	37 474	332 233	1 570 231
2034	1 570 231	299 916	31 788	331 704	1 270 315
2035	1 270 315	300 179	26 005	326 184	970 136
2036	970 136	150 785	21 310	172 095	819 351
2037	819 351	128 250	18 599	146 849	691 101
2038	691 101	130 495	15 902	146 396	560 606
2039	560 606	132 778	13 157	145 935	427 828
2040	427 828	135 102	10 364	145 466	292 726
2041	292 726	87 952	7 630	95 582	204 774
2042	204 774	39 546	6 143	45 689	165 228
2043	165 228	40 238	4 957	45 195	124 990
2044	124 990	40 942	4 062	45 005	84 047
2045	84 047	41 659	2 732	44 390	42 388
2046	42 388	42 388	1 378	43 766	0
<b>TOTAL</b>		<b>8 814 682</b>	<b>1 628 759</b>	<b>10 443 441</b>	



## D) L'évolution de la capacité à investir 2019 - 2021

Mayenne Communauté dispose d'un **résultat de fonctionnement de 2018 de 10,08 millions** qui va être réparti comme suit :

- 7.08 millions sont conservés par MC pour ses besoins de trésorerie.

Ce montant correspond à un peu plus de 4 mois de dépenses de fonctionnement et de remboursement de la dette (*après retraitement avec la GUP*).

A titre d'information, selon le cabinet Stratégies Locales, la trésorerie au 31/12/2016 des Communautés de Communes à Fiscalité Professionnelle Unique s'élevait à 93 jours.

- 3 millions sont utilisés pour autofinancer les investissements.

**Coût restant à financer par Mayenne Communauté dans le PPI :**

	2019	2020	2021	TOTAL de 2019 à 2021
<b>TOTAL COUT</b>	<b>4 653 716</b>	<b>3 470 255</b>	<b>4 943 500</b>	<b>13 067 471</b>
<b>Total subventions et ventes</b>	<b>2 437 210</b>	<b>396 000</b>	<b>841 155</b>	<b>3 674 365</b>
<b>Total FCTVA</b>	<b>389 077</b>	<b>413 991</b>	<b>313 513</b>	<b>1 116 581</b>
<b>Coût restant pour Mayenne Communauté</b>	<b>1 827 429</b>	<b>2 660 264</b>	<b>3 788 832</b>	<b>8 276 525</b>

Le coût restant à charge de MC pour honorer le PPI de 2019 à 2021 s'élève à 8.27 millions.

Par ailleurs, MC bénéficie en 2019 d'un **excédent de financement** reporté de 2018 s'élevant à **2.08 millions** qui s'ajoutent aux 3 millions d'autofinancement issu de l'excédent de fonctionnement de 2018.

La prévision 2019-2021 des **épargnes nettes** permettant d'autofinancer le coût du PPI s'élève à **5.38 millions**.

	2019 (avec RAR)	2020	2021	TOTAL
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT selon PPI</b>	<b>4 653 716</b>	<b>3 470 255</b>	<b>4 943 500</b>	<b>13 067 471</b>
Subventions et ventes	2 437 210	396 000	841 155	<b>3 674 365</b>
FCTVA	389 077	413 991	313 513	<b>1 116 581</b>
Emprunts				<b>0</b>
Cessions				<b>0</b>
Excédent de financement 2018 repris en 2019	2 087 899			<b>2 087 899</b>
<b>Sous-total recettes investissement</b>	<b>4 914 186</b>	<b>809 991</b>	<b>1 154 668</b>	<b>6 878 845</b>
Epargne nette	2 148 567	1 780 985	1 454 238	<b>5 383 790</b>
Autofinancement disponible (part du résultat de fonctionnement de 2018)	3 000 000			<b>3 000 000</b>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>10 062 753</b>	<b>2 590 976</b>	<b>2 608 906</b>	<b>15 262 635</b>
<b>Besoin de financement (-) ou excédent de financement (+) annuel</b>	<b>5 409 037</b>	<b>-879 279</b>	<b>-2 334 594</b>	<b>2 195 164</b>
<b>Besoin de financement (-) ou excédent de financement (+) en cumulé</b>	<b>5 409 037</b>	<b>4 529 758</b>	<b>2 195 164</b>	

## PARTIE IV – LES BUDGETS ANNEXES DE MAYENNE COMMUNAUTE

Mayenne Communauté dispose d'un budget principal et de 15 budgets annexes dont 11 de zones d'activités. Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, un budget annexe supplémentaire de zones a été créé avec la zone d'activités de la Chapelle au Riboul.

### A/ Le budget annexe des déchets ménagers

La section de fonctionnement 2019 s'équilibre à 4 417 886 € en diminution de 5% par rapport au budget 2018 (- 245 908 €). Le budget 2019 bénéficie d'une reprise de résultat 2018 de 933 195,94 € (contre 1 013 783,91 € de résultat 2017 repris au budget 2018).

Le produit 2019 attendu au titre de nos facturations s'élève à 2 589 489 € dont 2 340 000 € au titre de seule redevance incitative facturée annuellement aux usagers. Dans notre prospective, nous avons retenu ce montant de redevance stable à 2 340 000 € jusqu'en 2021.

La recette issue des soutiens (organismes de retraitement des déchets recyclables) est budgétée pour 773 100 € (23% des recettes réelles de fonctionnement 2019). Elle est ajustée au réalisé 2018 en fonction des tonnages estimatifs de dépôts des tris. La prospective menée jusqu'en 2021, nous montre que nos recettes d'exploitation, avec maintien de nos tarifs, évoluent faiblement. On prévoit une hausse des recettes de l'ordre de 73 268 € puis en 2020 et 2021 on espère maintenir les recettes au même niveau qu'en 2019 ;

Les dépenses réelles 2019 s'élèvent à 3 217 987 €, en diminution de 2% par rapport à 2018 (-51 211 €). L'essentiel de la diminution provient des charges de personnel (-48 744 €). A noter que ces charges de personnel sont stables par rapport au réalisé 2018 de 1 032 054€. Autre baisse significative celui des crédits consacrés aux créances irrécouvrables suite à des admissions en non valeur. Il est proposé de ramener ce crédit inscrit à 40 000 € contre 73 807 € inscrit en 2018 plus proche de la dépense réalisée en 2018 de 19 113€. A noter que les charges à caractère général présentent pour 2019 une diminution de 5 525 € par rapport au budgété 2018 tout en se situant en augmentation de 4% par rapport au réalisé 2018. Cette augmentation s'explique par nos volumes de traitements des déchets dont celui de la collecte du tri sélectif qui progresse de 2,6% à + 18 873 €.

Dans notre prospective 2019-2021, on constate que nos dépenses d'exploitation qui progressent de 2,87% (-97 216 €) entre 2018 et 2019 se poursuit et va s'accroître à partir de 2021 avec la hausse progressive de la TGAP (sous l'effet de la Loi de Finances 2019) prévue jusqu'en 2025. En effet, la TGAP applicable à l'enfouissement (17 €/t en 2018) progressera de 13 €/t dès 2021 (soit 30 €/t) pour atteindre 65 €/t en 2025. La TGAP applicable à la valorisation énergétique passe de 3 €/t en 2018 à 15 €/t en 2025. Même si la LF 2019 a institué une réduction du taux de TVA applicable aux prestations liées à la réduction et au recyclage des déchets ménagers de 10% à 5,5%, à partir de 2021, on devrait subir globalement un coût net supplémentaire de l'ordre de 30 000 € en 2021 pour atteindre 190 000 € en 2025 du seul fait de la hausse de la TGAP.

L'équilibre de la section de fonctionnement 2019 permet un virement à la section d'investissement de 750 384 €. Il constitue l'autofinancement 2019 du budget. Cette hausse prévisionnelle de nos dépenses nous incite à un travail de fond sur nos charges de fonctionnement en matière de gestion des ressources humaines, de coûts de collecte (passage tous les 15 jours), ou de réduction des tonnages d'encombrants pour limiter l'impact de la hausse de la TGAP.

Après intégration du résultat d'investissement 2018 excédentaire de 343 980,88 €, du virement de la section de fonctionnement aux amortissements 2019 (449 515 €), du FCTVA pour 80 000 €, des reports 2018 (subventions engagées en 2018 mais non perçues) pour 108 391,21€, des subventions nouvelles de 426 167€ ( dont 477 000 € au titre des travaux d'extension de la déchetterie de Parigné), la section d'investissement présente un équilibre à 2 158 438 €. Ce montant total des recettes d'investissement 2019, va permettre de financer les dépenses constituées :

des reports 2018 pour 113 791 € (achat de colonnes de tri et terrassements),

des opérations d'ordre pour 119 101 €,

du remboursement en capital de la dette pour 3 400 € et, il va permettre de déterminer une capacité à investir du service déchets pour cet exercice 2019 de 1 872 146 €.

Le programme 2019 des dépenses nouvelles d'équipement du budget comprend notamment des travaux d'extension de la déchetterie de Parigné pour 530 500 €, une étude de 30 000 € pour une nouvelle déchetterie, des acquisitions de containers semi enterrées et de tris pour 115 000 €, des travaux d'installation de ces colonnes pour 35 000 €, un véhicule léger pour 20 000 €, des composteurs pour 24 000 €, un camion benne de 250 000 €.

## B/ Le budget annexe prestations de services

Depuis 2 années, la section de fonctionnement bénéficie d'une reprise de résultat n-1 de niveau faible (521,97 € en 2018 et 2 792,97 € en 2019). La prospective menée à l'automne 2018 a montré que l'équilibre du budget 2019 ne pouvait être atteint qu'en agissant sur les recettes de fonctionnement par une hausse des tarifs et de facto par une augmentation du montant des prestations figurant dans les conventions avec les 13 communes adhérentes. Ainsi par délibération 33 du 13/12/18, le Conseil communautaire a adopté une nouvelle grille de tarifs applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019 avec une évolution différenciée des tarifs afin de se rapprocher du coût de revient. Puis, par délibération 21 du 17/01/19, le Conseil a validé les revalorisations de 13% du montant des prestations pour atteindre une recette totale au budget de 523 510 € afin de couvrir les dépenses prévisionnelles 2019.

La prospective a montré que cette revalorisation des conventions permettra au service prestations de dégager en 2019 un excédent prévisionnel de plus 5 000 € puis un déficit de 4 000 € en 2020 ce dernier pouvant être absorbé avec des prestations supplémentaires de communes.

Les chapitres de dépenses 2019 sont tous présentés en baisse par rapport au budget 2018. Les 4 gros postes de dépenses sont constitués : des fournitures de voirie pour 60 000 €, des réparations des véhicules pour 33 000 €, des frais de mission des agents pour 13 000 € et des dépenses de carburants pour 35 000 €. Ces 4 postes représentent 88% des dépenses du chapitre des charges à caractère général. Les prévisions budgétaires de ces 4 postes sont ajustées au réalisé 2018. En 2020, ils sont revalorisés de 1%.

Contrairement à la section de fonctionnement, la section d'investissement de ce budget bénéficie d'un report excédentaire de l'exercice précédent favorable à 259 491,08 € qui, ajouté aux amortissements de 89 645 €, nous permet, après remboursement du capital de la dette pour 10 000 € de prétendre à une capacité d'investissement au titre de l'exercice de 339 136 €. A ce stade de l'élaboration budgétaire, l'acquisition d'un tractopelle a été sollicitée pour 110 000 € TTC ainsi qu'une débrousailluse thermique pour 1 000 € TTC.

## C/ Le budget annexe du SPANC

Le budget de fonctionnement est en recul de 10% par rapport à celui de l'année précédente de par la diminution de l'excédent de reprise par rapport à celui repris au BP 2018 (-5 507 €) et par la diminution des aides versées par l'Agence de l'Eau.

La section de fonctionnement 2019 s'élève à 103 336 € avec une reprise de résultat excédentaire de 14 667,09 €. La recette issue des redevances d'assainissement de 78 950 € est attendue en progression de 28 865 € par rapport à celle réalisée en 2018. Une subvention de l'agence de l'eau est inscrite pour 9 600 € dans le cadre de l'animation du SPANC et des contrôles des installations neuves effectuées en 2018. A noter qu'aucune aide n'est inscrite pour la tranche 2019 à défaut de communication de l'Agence de l'Eau sur ce point.

En dépenses, sont budgétées des charges à caractère général pour 10 850 €, en diminution par rapport au budget précédent pour les ajuster au réalisé 2018 de 3 483 €. Les charges de personnel sont budgétées à hauteur de 83 550 € en progression de 1,25% par rapport au BP 2018. Elles comprennent les charges des 2 agents du service ainsi que le remboursement du SIAEPAC de Fontaine Rouillée pour l'intervention de son personnel sur le territoire de l'ex CCHL. L'équilibre de la section permet de fixer le virement à la section d'investissement au titre de l'autofinancement de la section à 2 611 €.

Les recettes d'investissement sont constituées du virement de la section de fonctionnement pour 2 611 €, des amortissements pour 2 025 € ainsi que des aides à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif reçues de l'Agence de l'Eau destinées aux propriétaires dans le cadre de la convention de mandat (107 100 € au titre de 2019 et 38 593,35 € au titre de 2018). La capacité d'investissement 2019 du budget SPANC ressort à 5 763,56 € après inscription de la dépense de reversement des aides aux propriétaires qui réhabilitent leurs installations dans le cadre de la convention de mandat (111 612,93 € au titre de 2019 et 34 080,42 € au titre de 2018) et après inscription du résultat déficitaire de 2018 de 3 404,81 €.

## D/ Le budget annexe LEADER

La section de fonctionnement s'élève pour 2019 à 315 99 4€ dont 43 790 € consacrés aux dépenses de personnel (calculées sur la base d' 1,5 ETP) et 272 004 € au titre des charges à caractère général. Ce chapitre des charges à caractère général comprend les dépenses liées aux actions arrêtées par le GAL (sur la période 2018 à 2020) à savoir pour 2019 : les actions Energie avec Synergie (solde de 2018 de 6 375 €), revitalisation des centres bourgs pour 2 communes (40 000 €), French Mobility (133 000 €), réemploi (30 000 €) et nutrition (56 250 €).

Les recettes relèvent des participations des 4 EPCI adhérents pour un montant de 50 750 €, du budget communautaire via le programme LEADER pour 128 580 €, d'une participation des 2 communes sur le projet revitalisation centre bourg de 8 000 € (Chailland et Le Horps), d'une subvention de l'Adème attendue pour le projet mobilité (37 500 €) , de subventions de la Région pour 35 000 € (actions réemploi et alimentation), et d'une subvention de l'Etat pour 25 000 €.

## E/ Les budgets annexes des zones d'activités

Ci-après les résultats 2018 des budgets annexes de zones :

BA des ZA	Résultat cumulé fin 2014	Résultat cumulé fin 2015	Résultat cumulé fin 2016	Résultat cumulé fin 2017	Investissement 2018			Fonctionnement 2018		
					Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Résultat
HARAS	94 909,83	36 944,24	-135,00	138 368,38	33 260,05	25 020,41	-8 239,64	161 382,77	161 382,77	0,00
COULONGES	-403,01	3 378,00	-411,00	-415,00	718 870,15	718 452,15	-418,00	718 455,15	718 455,15	0,00
BERRY	89 505,89	35 295,07	-910,00	13 854,44	224 130,87	224 000,87	-130,00	210 276,43	210 276,43	0,00
POIRSAC 3	132 190,60	-17,58	25 025,94	31 018,92	432 093,93	465 896,76	33 802,83	446 455,37	423 645,01	-22 810,36
MONTRIEUX	-31 571,78	6 346,84	-185,00	-188,20	220 841,35	219 943,63	-897,72	220 653,15	220 653,15	0,00
LA LANDE	-191,00	-8 671,05	-196,00	-828,60	681 281,95	928 595,88	247 313,93	928 616,98	803 749,35	-124 867,63
ORGERIE	-257,00	-247,00	-252,40	135 247,00	594 912,71	594 595,06	-317,65	459 665,71	459 665,71	0,00
ZA DD	205 027,00	-1 401,00	-548,45	-648,00	489 812,13	488 861,09	-951,04	489 164,13	489 164,13	0,00
LASSAY				-198 330,22	409 450,63	396 660,44	-12 790,19	212 727,22	212 727,22	0,00
LE HORPS				-66 889,00	133 808,00	133 778,00	-30,00	66 919,00	66 919,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>489 210,53</b>	<b>71 627,52</b>	<b>22 388,09</b>	<b>316 408,94</b>	<b>3 938 461,77</b>	<b>4 195 804,29</b>	<b>257 342,52</b>	<b>3 914 315,91</b>	<b>3 766 637,92</b>	<b>-147 677,99</b>

Ces résultats 2018, excédentaires et déficitaires, feront l'objet en 2019 d'une reprise par le budget général. En section de fonctionnement, seront inscrits les déficits des budgets annexes de zones pour 147 677,99 € (contre 230 224 € en 2018 et 25 965 € en 2017).

En section d'investissement du budget général, les excédents des budgets annexes de zones seront inscrits en recettes pour 281 116,71 (contre 415 467€ en 2018 et 48 990 € en 2017) et en dépenses pour 23 774,24 € (contre 267 599€ en 2018 et 2 638 € en 2017).

Ces écritures seront retraduites en 2019 par chaque budget annexe correspondant.